



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JJM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la
SOCIETE INDUSTRIELLE DE PRODUITS CHIMIQUES (SIPC)
de respecter les dispositions de l'article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du
12 décembre 2013 et des articles L.181-14 et R.122-2 du code de l'environnement
pour son établissement situé sur la commune de COURCHELETTES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.181-14, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R.122-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 16 mai 2022 nommant Madame Fabienne DECOTTIGNIES, administratrice de l'Etat hors classe, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture du Nord, sous-préfète de Lille ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2013 et notamment son article 7.6.1 imposant à la SOCIETE INDUSTRIELLE DE PRODUITS CHIMIQUES (SIPC) des prescriptions complémentaires pour la mise à jour de son établissement situé à COURCHELETTES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2020 modifiant et remplaçant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 août 2017 susvisé et notamment l'article 2.1.1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 portant délégation de signature à Madame Fabienne DECOTTIGNIES, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu les demandes déjà formulées dans le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du 23 décembre 2021 à l'issue de la visite d'inspection du 25 novembre 2021

Vu le rapport du 27 janvier 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 6 février 2023 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 16 décembre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- l'exploitant n'a pas pu justifier de la bonne disponibilité des volumes d'eau incendie requis ;
- par ailleurs, concernant la situation administrative du site, en dehors des modifications issues des évolutions de la nomenclature, les modifications ont une incidence sur le classement des activités du site avec une nouvelle rubrique à autorisation (1450) et une rubrique qui franchit le seuil de l'enregistrement (1510). Ces modifications n'ont pas fait l'objet de dossier de porter à connaissance, ni d'une procédure de demande d'examen au cas par cas ;

2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 76.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 susvisé et des articles L.181-14 et R.122-2 du code de l'environnement ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SOCIETE INDUSTRIELLE DE PRODUITS CHIMIQUES (SIPC) à COURCHELETTES de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 76.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 susvisé et des articles L.181-14 et R.122-2 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société SOCIETE INDUSTRIELLE DE PRODUITS CHIMIQUES (SIPC) est mise en demeure de respecter les dispositions ci-dessous pour son site situé rue Joseph Coste BP 80613 59552 COURCHELETTES :

| Prescription visée | Action attendue |
|---|---|
| Articles L.181-14 et R.122-2 I du code de l'environnement | <p>Transmettre en préfecture un dossier de porter à connaissance des modifications sur les changements de classement de vos activités.</p> <p>Ce dossier devra examiner le caractère substantiel ou non de la modification au regard de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement. Enfin, Les modifications envisagées doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas au regard des rubriques de l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne les nouvelles rubriques et l'augmentation du volume des entrepôts. À cet effet, le dossier devra intégrer une analyse de la conformité aux arrêtés ministériels et notamment à l'arrêté du 11 avril 2017 (Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510).</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter ces dispositions sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté</p> |

| Prescription visée | Action attendue |
|---|---|
| Article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 susvisé | <p>Il convient donc de justifier des débits requis concernant les moyens en eau privés et publics. Par ailleurs, un essai de débit simultané du poteau privé avec les 2 poteaux publics devra être réalisé afin d'avoir les capacités réelles du réseau.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter ces dispositions sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> |

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de COURCHELETTES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de COURCHELETTES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 04 MARS 2024

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Fabienne DECOTTIGNIES